

elle l'a sûrement été à mon insu, et je m'étonnerais que le Canadien National ait cette autorité. Cependant, je vais m'en enquérir, et je renseignerai l'honorable député.

[Traduction]

**M. Huntington:** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce. Le ministre sait-il que la compagnie Direct Winters Limited a acheté la compagnie Miller Brown Limited ainsi que, comme je l'ai appris hier, la compagnie Chapman Transport Limited, et a communiqué avec d'autres transporteurs provinciaux de la Colombie-Britannique dans l'intention de créer un monopole du transport provincial qui appartiendrait en totalité à la compagnie-mère américaine, la Fuqua Industries Incorporated?

**M. l'Orateur:** A l'ordre!

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### LA SUBVENTION POUR LE LAIT DE TRANSFORMATION—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AU LAIT NATURE

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Agriculture quand il envisage de faire une déclaration touchant les subventions sur le lait de transformation qu'il a promises avant la fin de mars. Deuxièmement, le ministre compte-t-il réinstaurer la subvention sur le lait nature? Dans la négative, va-t-il consulter son collègue, le ministre de la Consommation et des Corporations, pour trouver une nouvelle façon de soulager les consommateurs canadiens qui doivent faire face à l'augmentation du coût de la vie?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, j'ai fait plusieurs déclarations à la Chambre au nom du gouvernement à propos de la subvention du lait et quant à nos intentions. Les dépenses faites par le gouvernement sur le plan social ont été critiquées par les membres de l'opposition et le public car plus de la moitié des dépenses supplémentaires que nous faisons sont consacrées aux gens dont les revenus et la situation ne leur permettent pas de subvenir à leurs besoins comme nous le voudrions. Donc, nous avons augmenté les avantages sociaux. La politique laitière sera annoncée avant le 1<sup>er</sup> avril.

\* \* \*

[Français]

### L'ÉNERGIE

#### LA POLITIQUE SUIVIE PAR LE MINISTÈRE RELATIVEMENT À LA PUBLICITÉ—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a décidé que son ministère ne paierait plus

### Questions orales

de publicité dans le journal *Le Jour*, étant donné également que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social déclarait hier que le Cabinet n'avait pas encore été saisi de cette question, mais que d'autres ministères pourraient agir dans le même sens, j'aimerais demander au très honorable premier ministre si le gouvernement a l'intention d'appliquer à tous ses ministères la politique pratiquée actuellement par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, la question de la publicité faite par chaque ministère est laissée à la discrétion du ministre en cause. Le ministre a dit publiquement qu'il avait pris une décision personnelle, et je me permettrai d'ajouter que je l'en ai félicité personnellement.

**M. La Salle:** Monsieur le président, je pose la question de privilège.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Joliette pose la question de privilège.

**M. La Salle:** Étant donné que la décision du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources crée quand même un précédent en ce qui a trait à la publicité, étant donné aussi que 25,000 Québécois achètent ce journal, et que probablement de 50,000 à 75,000 personnes le lisent, je me demande si le gouvernement n'a pas l'intention d'adopter la même attitude en ce qui a trait à certains projets du Programme Perspectives-Jeunesse, dont souvent les promoteurs ne sont pas nécessairement les plus grands fédéralistes, bien que ces projets bénéficient aux Québécois.

**M. l'Orateur:** L'honorable député a la parole simplement pour poser une autre question supplémentaire, mais malheureusement, malgré l'importance de ce sujet, la période des questions orales est presque déjà terminée, et j'ai l'intention de donner la parole à trois ou quatre autres députés.

\* \* \*

[Traduction]

### AIR CANADA

#### LE BILL 22 ET LE SIÈGE SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ À MONTRÉAL

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le bill 22 qui fait du français la langue de travail s'appliquera-t-il—le ministre a de la difficulté à entendre à cause du bruit de l'autre côté. Le bill 22 qui fait du français la langue de travail s'appliquera-t-il au siège social d'Air Canada, Place Ville-Marie, à Montréal?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, les deux langues officielles sont utilisées, je crois, aux bureaux d'Air Canada à Montréal, et elles l'étaient avant l'application du bill 22.

**M. McKenzie:** La question que j'ai posée au ministre était...

**M. l'Orateur:** A l'ordre!